Conto corrente con la posta

Anno 79° — Numero 76

GAZZETTA UFFICIALE DEL REGNO D'ITALIA

PARTE PRIMA

SI PUBBLICA TUTTI I GIORNI MENO I FESTIVI

ROMA - Sabato, 2 aprile 1938 - ANNO XVI

DIREZIONE E REDAZIONE PRESSO IL MINISTERO DI GRAZIA E GIUSTIZIA - UFFICIO PUBBLICAZIONE DELLE LEGGI — TELEFONI: 50-107 - 50-033 - 53-914

SOMMARIO

LEGGI E DECRETI

1938

PRESENTAZIONE DI DECRETI-LEGGE AL PARLAMENTO

DISPOSIZIONI E COMUNICATI

CONCORSI

LEGGI E DECRETI

REGIO DECRETO-LEGGE 24 febbraio 1938-XVI, n. 232.

Approvazione dell'Accordo addizionale stipulato fra l'Italia e il Giappone il 30 dicembre 1937, che estende con alcune modifiche alle Colonie ed ai Possedimenti italiani il Trattato di commercio e di navigazione italo-giapponese del 25 novembre 1912.

VITTORIO EMANUELE III

PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE

RE D'ITALIA

IMPERATORE D'ETIOPIA

Visti gli articoli 5 e 10 dello Statuto fondamentale del Regno;

Visto l'art. 3, n. 2, della legge 31 gennaio 1926, n. 100;

Ritenuta la necessità urgente ed assoluta di dare esecuzione all'Accordo addizionale stipulato in Roma, fra l'Italia ed il Giappone il 30 dicembre 1937, che estende con alcune modifiche alle Colonie ed ai Possedimenti italiani il Trattato di commercio e di navigazione italo-giapponese del 25 novembre 1912;

Udito il Consiglio dei Ministri;

Sulla proposta del Nostro Ministro Segretario di Stato per gli affari esteri, di concerto coi Ministri Segretari di Stato per le finanze, per l'Africa Italiana e per gli scambi e le valute;

Abbiamo decretato e decretiamo:

Art. 1.

Piena ed intera esecuzione è data all'Accordo addizionale stipulato in Roma, fra l'Italia ed il Giappone il 30 dicembre 1937, che estende con alcune modifiche alle Colonie ed ai Possedimenti italiani il Trattato di commercio e di navigazione italo-giapponese del 25 novembre 1912.

Art. 2.

Il presente decreto, che sarà presentato al Parlamento Nazionale per la sua conversione in legge, entra in vigore nei modi e nei termini di cui all'art. 11 dell'Accordo addizionale anzidetto.

Il Ministro proponente è autorizzato alla presentazione del relativo disegno di legge di conversione.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 24 febbraio 1938 - Anno XVI

VITTORIO EMANUELE.

MUSSOLINI — CIANO — DI REVEL — GUARNERI.

Visto, *il Guardasigilli*: SOLMI.
Registrato alla Corte dei conti, addì 31 marzo 1938 - Anno XVI
Atti del Governo, registro 595, foglio 170. — MANCINI.

Accord additionnel au Traité de commerce et de navigation entre l'Italie et le Japon.

Sa Majesté le Roi d'Italie, Empereur d'Ethiopie, et *Sa Majesté l'Empereur du Japon*, désireux d'étendre aux Colonies et Possessions italiennes l'application du Traité de commerce et de navigation conclu à Rome entre l'Italie et le Japon le 25 novembre 1912, et d'y apporter en même temps certaines modifications, ont décidé de conclure, à cet effet, un Accord additionnel au Traité et ont nommé pour Leurs Plénipotentiaires:

Sa Majesté le Roi d'Italie, Empereur d'Ethiopie:

S. E. Le Comte Galeazzo Ciano, Ministre des affaires étrangères;

Sa Majesté l'Empereur du Japon:

S. E. Masa-aki Hotta, Son Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire à Rome.

Lesquels, après s'être communiqués leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme sont convenus des dispositions suivantes:

Art. 1er.

Le Traité de commerce et de navigation conclu à Rome entre l'Italie et le Japon le 25 novembre 1912 (ci-après désigné « le Traité ») sera applicable aux Colonies et Possessions italiennes.

Art. 2.

Les dispositions des lois et réglements relatives à l'entrée et à l'exercice d'industrie ou de profession des citoyens italiens dans les Colonies et Possessions italiennes seront également applicables aux sujets japonais en ce qui concerne l'entrée et l'exercice d'industrie ou de profession de ceux-ci dans lesdites Colonies et Possessions.

De même, les dispositions des lois et règlements relatives à l'activité des sociétés et associations commerciales, industrielles et financières de nationalité italienne dans les Colonies et Possessions italiennes seront également applicables aux sociétés et associations commerciales, industrielles et financières de nationalité japonaise en ce qui concerne leur activité dans lesdites Colonies et Possessions.

Art. 3.

La disposition du deuxième alinéa de l'article 5 du Traité ne s'appliquera ni aux produits du sol et de l'industrie du Japon à leur importation dans les Colonies et Possessions italiennes ni aux produits du sol et de l'industrie des Colonies et Possessions italiennes à leur importation dans le Japon.

Art. 4.

Le traitement de la Nation la plus favorisée, tel qu'il est prévu en matière de droits de douane au premier alinéa de l'article 5 du Traité, ne s'étend pas aux faveurs et bénéfices qui s'appliquent ou pourraient s'appliquer exclusivement entre les territoires métropolitains et une des Dépendances ou entre des Dépendances respectives de l'une ou l'autre des Hautes Parties contractantes (le mot « Dépendances » signifiant les Colonies et Possessions appartenant à l'une ou l'autre des Hautes Parties contractantes, ainsi que les territoires à bail ou sous mandat administrés par Elle).

Art. 5.

Les dispositions des lois et règlement relatives à l'entrée des navires italiens dans les ports des Colonies et Possessions italiennes seront également applicables à l'entrée dans lesdits ports des navires japonais.

Art. 6.

Sous les mêmes conditions que celles qui sont ou pourront être imposées aux navires italiens, les navires japonais pourront transporter les voyageurs et marchandises entre les territoires métropolitains de l'Italie et ses Colonies et Possessions ou entre ses Colonies et Possessions respectives.

Art. 7.

Les dispositions du Traité relatives au traitement de la nation la plus favorisée ne s'appliqueront pas aux faveurs et bénéfices que le Japon accorderait au Mandchoukouo en matière de droits de douane.

Art. 8.

Les dispositions du présent Accord ne porteront pas atteinte aux droits et obligations résultant pour les Hautes Parties contractantes de la Convention portant revision de l'Acte Général de Berlin du 26 février 1885 et de l'Acte Général et de la Déclaration de Bruxelles du 2 juillet 1890.

Art. 9.

Nonobstant les dispositions des articles 4 et 9 du Traité, l'importation dans l'Afrique Orientale Italienne des produits du sol et de l'industrie du Japon pourra, à titre provisoire, être limitée annuellement jusqu'à concurrence du montant en valeur des importations au Japon des produits du sol et de l'industrie de l'Afrique Orientale Italienne pendant l'année précédente.

Dans ce cas, le montant en valeur des produits du sol et de l'industrie du Japon qui seront admis à importer dans l'Afrique Orientale Italienne, ainsi que le montant en valeur des produits du sol et de l'industrie de l'Afrique Orientale Italienne qui auront été importés au Japon pendant l'année précédente, seront determinés en tenant compte de la nationalité des navires par lesquels ils seront ou auront été transportés.

Les dispositions de l'article 8 du Traité dispensant en général de l'obligation de produire des certificats d'origine ne seront applicables ni à l'importation dans l'Afrique Orientale Italienne des produits du sol et de l'industrie du Japon ni à l'importation au Japon des produits du sol et de l'industrie de l'Afrique Orientale Italienne.

Art. 10.

Le présent Accord fait partie intégrante du Traité.

Le Traité sera prorogé pour trois années à partir du jour de la mise en vigueur du présent Accord. Pour venir à expiration à la fin de ce délai, il devra être dénoncé six mois avant l'échéance.

Au cas où aucune des Hautes Parties contractantes n'aurait notifié son intention d'en faire cesser les effets, le Traité sera prorogé pour une année. Par la suite il pourra être renouvelé d'année en année par tacite réconduction. Dans ce cas, il pourra être dénoncé trois mois avant l'échéance de chaque période.

Art. 11.

Le présent Accord sera ratifié et les ratifications en seront échangées à Rome dès que faire se pourra.

Il entrera en vigueur dix jours après l'échange des ratifications.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs ont signé le présent Accord et y ont apposé leurs cachets.

Fait en double exemplaire à Rome, le 30 décembre 1937-XVIème année de l'Ere Fasciste, correspondant au 30 décembre de la 12ème année de Syowa.

(L. S.) CIANO (L. S.) M. A. HOTTA

Visto, d'ordine di Sua Maestà il Re d'Italia, Imperatore d'Etiopia:

Il Ministro per gli affari esteri:
CIANO.

REGIO DECRETO-LEGGE 24 febbraio 1938-XVI, n. 233.

Proroga per l'esercizio finanziario 1937-38 del R. decreto-legge 4 giugno 1936, n. 1211, relativo al trattamento economico del titolare del Regio consolato in Gibuti.

VITTORIO EMANUELE III
PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE
RE D'ITALIA
IMPERATORE D'ETIOPIA

Visto l'art. 3, n. 2, della legge 31 gennaio 1926, n. 100;

Visto il R. decreto-legge 26 febbraio 1934, n. 425, convertito nella legge 14 giugno 1934, n. 1195;

Visto il R. decreto-legge 4 giugno 1936, n. 1211, convertito nella legge 26 dicembre 1936, n. 2355, col quale l'assegno per il titolare del Regio consolato in Gibuti è stato fissato, in vista di peculiari contingenze locali, fino a non oltre l'esercizio 1936-37, in L. 60.000 con l'aumento del 155 %;

Ritenuta la necessità urgente ed assoluta di prorogare la validità di quel provvedimento;

Udito il Consiglio dei Ministri;

Sulla proposta del Nostro Ministro Segretario di Stato per gli affari esteri, di concerto col Ministro Segretario di Stato per le finanze;

Abbiamo decretato e decretiamo:

Articolo unico.

L'effetto del R. decreto-legge 4 giugno 1936, n. 1211, convertito nella legge 26 dicembre 1936, n. 2355, è prorogato a tutto l'esercizio 1937-38.

Il presente decreto sarà presentato al Parlamento Nazionale per la sua conversione in legge.

Il Ministro proponente è autorizzato alla presentazione del relativo disegno di legge di conversione.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 24 febbraio 1938 - Anno XVI

VITTORIO EMANUELE.

MUSSOLINI — CIANO — DI REVEL.

Visto, *il Guardasigilli:* SOLMI.
Registrato alla Corte dei conti, addì 31 marzo 1938 - Anno XVI
Atti del Governo, registro 395, foglio 169. — MANCINI.

REGIO DECRETO 14 marzo 1938-XVI, n. 234.

Modificazione e integrazione dell'art. 56 del R. decreto 23 marzo 1933, n. 185, per quanto concerne la firma degli atti dell'Amministrazione centrale finanziaria.

VITTORIO EMANUELE III
PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE
RE D'ITALIA
IMPERATORE D'ETIOPIA

Visto il R. decreto 11 novembre 1923, n. 2395, sull'ordinamento gerarchico delle Amministrazioni dello Stato, e successive modificazioni;

Visto il R. decreto 30 dicembre 1923, n. 2960, sullo stato giuridico degli impiegati civili dello Stato, e successive modificazioni;

Visto il regolamento per il personale degli uffici dipendenti dal Ministero delle finanze e per l'ordinamento degli uffici direttivi finanziari, approvato con R. decreto 23 marzo 1933, n. 185;

Ritenuta la necessità di modificare ed integrare l'art. 56 del citato regolamento nella parte che concerne la firma degli atti dell'Amministrazione centrale finanziaria;

Visto l'art. 1, n. 3, della legge 31 gennaio 1926, n. 100;

Sentito il Consiglio di Stato;

Sentito il Consiglio dei Ministri;

Sulla proposta del Nostro Ministro Segretario di Stato per le finanze;

Abbiamo decretato e decretiamo:

Articolo unico.

L'art. 56 del R. decreto 23 marzo 1933, n. 185, è sostituito dal seguente:

«Oltre gli atti che in virtù di speciali disposizioni sono autorizzati a firmare, i capi degli Uffici centrali possono essere delegati a firmare per il Ministro, e ad esercitare in nome di lui le attribuzioni che gli sono proprie per gli affari che rientrano nella competenza dell'Amministrazione alla quale sopraintendono.

« Restano, però, riservati all'approvazione ed alla firma personale del Ministro gli atti per i quali ciò sia richiesto da disposizioni di legge o di regolamento.

« Sono abrogati gli articoli 10 e 11 del R. decreto 9 giugno 1910, n. 602, nonchè gli articoli 54 e 55 del R. decreto 9 agosto 1910, n. 725 ».

Il presente decreto entrerà in vigore lo stesso giorno della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale* del Regno.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 14 marzo 1938 - Anno XVI

VITTORIO EMANUELE.

MUSSOLINI — DI REVEL.

Visto, *il Guardasigilli*: SOLMI.
Registrato alla Corte dei conti, addì 30 marzo 1938 - Anno XVI
Atti del Governo, registro 395, foglio 167. — MANCINI.

REGIO DECRETO 3 marzo 1938-XVI, n. 235.

Inscrizione nel quadro del Regio naviglio di due motovedette.

VITTORIO EMANUELE III

PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE

RE D'ITALIA

IMPERATORE D'ETIOPIA

Sulla proposta del Capo del Governo, Primo Ministro Segretario di Stato, Ministro Segretario di Stato per la marina;

Abbiamo decretato e decretiamo:

Le due motovedette costruite dalla Società « Cantieri riuniti dell'Adriatico » di Trieste, sono inscritte nel quadro del naviglio da guerra dello Stato fra le navi di uso locale assumendo i nomi di « Vigilante » e « Vedetta ».

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 3 marzo 1938 - Anno XVI

VITTORIO EMANUELE.

MUSSOLINI.

Visto, *il Guardasigilli*: SOLMI.
Registrato alla Corte dei conti, addì 29 marzo 1938 - Anno XVI
Atti del Governo, registro 395, foglio 155. — MANCINI.

REGIO DECRETO 7 gennaio 1938-XVI, n. 236.

Riconoscimento, agli effetti civili, della elevazione a parrocchia della Cappellania curata del SS.mo Crocifisso, nella frazione Paglierìccio del comune di Castel S. Nicolò (Arezzo).

N. 236. R. decreto 7 gennaio 1938, col quale, sulla proposta del Capo del Governo, Primo Ministro Segretario di Stato, Ministro per l'interno, viene riconosciuto, agli effetti civili, il decreto del Vescovo di Fiesole in data 15 ottobre 1935, integrato con postilla in data 1° settembre 1936, relativo alla elevazione in parrocchia della Cappellania curata del SS.mo Crocifisso, nella frazione Paglierìccio del comune di Castel S. Nicolò (Arezzo).

Visto, *il Guardasigilli*: SOLMI.
Registrato alla Corte dei conti, addì 10 marzo 1938 - Anno XVI

REGIO DECRETO 7 gennaio 1938-XVI, n. 237.

Riconoscimento della personalità giuridica della Chiesa Santuario di N. S. del Boschetto, in Camogli (Genova).

N. 237. R. decreto 7 gennaio 1938, col quale, sulla proposta del Capo del Governo, Primo Ministro Segretario di Stato, Ministro per l'interno, viene riconosciuta la personalità giuridica della Chiesa Santuario di N. S. del Boschetto, in Camogli (Genova).

Visto, *il Guardasigilli*: SOLMI.
Registrato alla Corte dei conti, addì 10 marzo 1938 - Anno XVI

REGIO DECRETO 14 gennaio 1938-XVI, n. 238.

Dichiarazione formale dei fini delle Confraternite della SS.ma Immacolata Concezione, in Arzano, e del SS.mo Rosario, in Roccadevandro (Napoli).

N. 238. R. decreto 14 gennaio 1938, col quale, sulla proposta del Capo del Governo, Primo Ministro Segretario di Stato, Ministro per l'interno, viene provveduto all'accertamento dello scopo prevalente di culto nei riguardi delle Confraternite della SS.ma Immacolata Concezione, in Arzano, e del SS.mo Rosario, in Roccadevandro (Napoli).

Visto, *il Guardasigilli*: SOLMI.
Registrato alla Corte dei conti, addì 12 marzo 1938 - Anno XVI

REGIO DECRETO 14 gennaio 1938-XVI, n. 239.

Dichiarazione formale dei fini di n. 9 Confraternite in provincia di Perugia.

N. 239. R. decreto 14 gennaio 1938, col quale, sulla proposta del Capo del Governo, Primo Ministro Segretario di Stato, Ministro per l'interno, viene provveduto all'accertamento dello scopo prevalente di culto nei riguardi di n. 9 Confraternite in provincia di Perugia.

Visto, *il Guardasigilli*: SOLMI.
Registrato alla Corte dei conti, addì 12 marzo 1938 - Anno XVI

DECRETO DEL CAPO DEL GOVERNO 31 marzo 1938-XVI.
Modificazioni ai dazi della tariffa doganale.

IL CAPO DEL GOVERNO
PRIMO MINISTRO SEGRETARIO DI STATO
DI CONCERTO CON
I MINISTRI PER LE FINANZE
PER L'AGRICOLTURA E LE FORESTE
PER LE CORPORAZIONI
E PER GLI SCAMBI E PER LE VALUTE

Visto l'art. 2 del R. decreto-legge 5 ottobre 1936-XIV, numero 1747;
Vista la tariffa generale dei dazi doganali approvata con R. decreto-legge 9 giugno 1921, n. 806, convertito nella legge 17 aprile 1925, n. 473, e successive modificazioni ed aggiunte;

Decreta:

Art. 1.

I dazi specifici stabiliti dalla tariffa generale dei dazi doganali per le voci indicate nell'allegata tabella, sono modificati come risulta dalla tabella stessa, firmata dal Ministro per le finanze.

Art. 2.

Il dazio ridotto di L. 15 per quintale temporaneamente stabilito col proprio decreto del 17 novembre 1936-XV per il « granturco altro » (voce 67-*b* della tariffa doganale) originario e proveniente da Paesi ammessi a godere del trattamento della Nazione più favorita, è elevato a L. 25 per quintale.
Il dazio ridotto per la « farina di granturco altro » (voce 70-*f* della tariffa doganale), fissato in L. 23 dall'anzidetto decreto, è elevato a L. 34,30 per quintale, in quanto si tratti di merce originaria e proveniente da Paesi ammessi a godere del trattamento della Nazione più favorita. Tale dazio si rende tuttavia applicabile fino a quando resterà in vigore il dazio ridotto per il « granturco altro », di cui al comma precedente.
Resta fermo il trattamento stabilito per il granturco altro destinato ad usi industriali e per la farina di granturco altro destinata all'alimentazione del bestiame, di cui alle note sotto le voci 67-*b* e 70-*f* della tariffa doganale.

Art. 3.

Il presente decreto, che entrerà in vigore il giorno stesso della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale* del Regno, sarà registrato alla Corte dei conti.

Roma, addì 31 marzo 1938 - Anno XVI

Il Duce, Primo Ministro Segretario di Stato:
MUSSOLINI.

Il Ministro per le finanze:
DI REVEL.

Il Ministro per l'agricoltura e le foreste:
ROSSONI.

Il Ministro per le corporazioni:
LANTINI.

Il Ministro per gli scambi e per le valute:
GUARNERI.

Numero e lettera della tariffa	DENOMINAZIONE DELLE MERCI	Unità	Dazio generale	Coefficiente di maggiorazione
64	Frumento	Q.le	45 —	—
67	Granturco:			
a)	bianco	»	45 —	—
	(Nota invariata)			
70	Farine:			
a)	di frumento	»	68,90	—
e)	di granturco bianco	»	68,90	—
71	Semolino	»	83 —	—
72	Paste di frumento	»	85 —	—
73	Pane e biscotto di mare	»	85 —	—

Il Ministro per le finanze:
DI REVEL.

(1217)

DECRETO MINISTERIALE 6 marzo 1938-XVI.
Modificazione nella costituzione della Commissione consultiva per l'istituzione e l'ordinamento delle Scuole convitto professionali per infermiere e delle scuole specializzate per assistenti sanitarie visitatrici.

IL MINISTRO PER GLI AFFARI DELL'INTERNO
DI CONCERTO CON
IL MINISTRO PER L'EDUCAZIONE NAZIONALE

Veduto il precedente decreto, in data 15 gennaio u. s., pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* n. 14 del successivo giorno 19, con il quale è stata istituita una Commissione consultiva per dar parere in merito alle pratiche concernenti l'istituzione e l'ordinamento delle Scuole convitto professionali per infermiere e delle Scuole specializzate per assistenti sanitarie visitatrici;
Ritenuta l'opportunità di chiamare a far parte di detta Commissione anche la segretaria del Sindacato nazionale fascista delle infermiere diplomate;

Decreta:

La signorina Rosanna Fambri è chiamata a far parte della predetta Commissione nella qualità di segretaria del Sindacato nazionale fascista delle infermiere diplomate.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* del Regno.

Roma, addì 6 marzo 1938 - Anno XVI

p. *Il Ministro per l'interno*:
BUFFARINI.

Il Ministro per l'educazione nazionale:
BOTTAI.

(1224)

DECRETO MINISTERIALE 30 marzo 1938-XVI.

Dichiarazione di pubblico interesse della concentrazione di aziende elettriche della « Società Elettrica Val di Susa » nella « Società Piemonte centrale di elettricità ».

IL GUARDASIGILLI

MINISTRO PER LA GRAZIA E GIUSTIZIA

Visti il R. decreto-legge 13 febbraio 1930, n. 37, convertito nella legge 15 maggio 1930, n. 678, il R. decreto-legge 13 novembre 1931, n. 1434, convertito nella legge 24 marzo 1932, n. 780, e la legge 3 giugno 1935, n. 873;

Vista l'istanza presentata dalle società anonime « Piemonte centrale di elettricità », e « Elettrica Val di Susa », entrambe con sede in Torino, le quali espongono un progetto di concentrazione di aziende elettriche, da effettuarsi mediante apporto alla società « Piemonte centrale di elettricità » degli impianti di produzione e distribuzione di energia elettrica posseduti dalla « Società elettrica Val Susa » nella Valle del Tanaro, dietro corrispettivo di tre milioni di azioni da emettersi dalla « Società Piemonte centrale di elettricità » che pertanto aumenterebbe il suo capitale sociale;

Ritenuto che il progetto risponde a necessità di pubblico interesse;

Su conforme parere dei Ministri per le finanze e per le corporazioni;

Decreta:

E' dichiarato di pubblico interesse il progetto di concentrazione di aziende da eseguirsi mediante apporto di attività da parte della « Società elettrica Val di Susa » nella « Società Piemonte centrale di elettricità » e aumento del capitale sociale di quest'ultima con emissione di nuove azioni da attribuirsi alla « Società elettrica Val di Susa » fino a concorrenza degli apporti eseguiti, rendendosi così applicabili alla concentrazione suddetta le disposizioni del R. decreto-legge 13 novembre 1934, n. 1434, e le altre in esso richiamate.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* del Regno.

Roma, addì 30 marzo 1938 - Anno XVI

Il Ministro: SOLMI.

(1218)

PRESENTAZIONE DI DECRETI-LEGGE AL PARLAMENTO

PRESIDENZA DEL CONSIGLIO DEI MINISTRI

Agli effetti dell'art. 3 della legge 31 gennaio 1926-IV, n. 100, si notifica che il Duce, Primo Ministro Segretario di Stato, ha presentato il 31 marzo 1938-XVI, al Senato del Regno, il disegno di legge per la conversione in legge del R. decreto-legge 24 febbraio 1938-XVI, n. 204, contenente norme per l'amministrazione delle Casse di risparmio e dei Monti di pegni di prima categoria.

(1228)

DISPOSIZIONI E COMUNICATI

MINISTERO DEI LAVORI PUBBLICI

Sostituzione del presidente dell'Istituto fascista autonomo per le case popolari della provincia di Ascoli Piceno.

Con R. decreto 17 febbraio 1938-XVI, registrato alla Corte dei conti in data 8 marzo 1938-XVI, registro n. 4 Lavori pubblici, foglio n. 345, il signor Ottavio Ferrari viene nominato presidente dell'Istituto fascista autonomo per le case popolari della provincia di Ascoli Piceno, in sostituzione del signor prof. Giovanni Poli, dimissionario.

(1209)

MINISTERO DEGLI AFFARI ESTERI

Concessioni di exequatur.

In data 26 febbraio 1938-XVI, è stato concesso l'exequatur al signor Casimiro Casano, vice console onorario della Repubblica di Haiti a Torino.

(1211)

In data 26 febbraio 1938-XVI, è stato concesso l'exequatur al signor Angelo H. Lofruscio, vice console del Paraguay a Napoli.

(1212)

MINISTERO DELLE FINANZE

DIREZIONE GENERALE DEL TESORO PORTAFOGLIO DELLO STATO

Media dei cambi e dei titoli N. 70

del 28 marzo 1938-XVI.

Stati Uniti America (Dollaro)	19 —
Inghilterra (Sterlina)	94,30
Francia (Franco)	57,40
Svizzera (Franco)	435,25
Argentina (Peso carta)	4,75
Belgio (Belga)	3,20
Canadà (Dollaro)	19 —
Cecoslovacchia (Corona)	66,40
Danimarca (Corona)	4,2095
Norvegia (Corona)	4,738
Olanda (Fiorino)	10,51
Polonia (Zloty)	358 —
Portogallo (Scudo)	0,8572
Svezia (Corona)	4,859
Bulgaria (Leva) (Cambio di Clearing)	23,40
Estonia (Corona) (Cambio di Clearing)	5,2274
Germania (Reichsmark) (Cambio di Clearing)	7,6336
Grecia (Dracma) (Cambio di Clearing)	16,92
Jugoslavia (Dinaro) (Cambio di Clearing)	43,70
Lettonia (Lat) (Cambio di Clearing)	3,7779
Romania (Leu) (Cambio di Clearing)	13,9431
Spagna (Peseta Burgos) (Cambio di Clearing)	222,20
Turchia (Lira turca) (Cambio di Clearing)	15,19
Ungheria (Pengo) (Cambio di Clearing)	3,8520
Rendita 3,50% (1906)	74,225
Id. 3,50% (1902)	71,25
Id. 3 % Lordo	52,55
Prestito Redimibile 3,50% (1934)	70 —
Id. Id. 5 % (1936)	93,575
Rendita 5% (1935)	93,55
Obbligazioni Venezie 3,50%	89,05
Buoni novennali 5 % - Scadenza 1940	102,625
Id. Id. 5 % - Id. 1941	102,975
Id. Id. 4 % - Id. 15 febbraio 1943	92,55
Id. Id. 4 % - Id. 15 dicembre 1943	92,10
Id. Id. 5 % - Id. 1944	98,55

MINISTERO DELLE FINANZE

DIREZIONE GENERALE DEL TESORO PORTAFOGLIO DELLO STATO

N. 71

Media dei cambi e dei titoli

del 29 marzo 1938-XVI.

Stati Uniti America (Dollaro)	19 —
Inghilterra (Sterlina)	94,30
Francia (Franco)	57,35
Svizzera (Franco)	435,25
Argentina (Peso carta)	4,70
Belgio (Belga)	3,20
Canadà (Dollaro)	19 —
Cecoslovacchia (Corona)	66,35
Danimarca (Corona)	4,2095
Norvegia (Corona)	4,738
Olanda (Fiorino)	10,5065
Polonia (Zloty)	358 —
Portogallo (Scudo)	0,8572
Svezia (Corona)	4,86
Bulgaria (Leva) (Cambio di Clearing)	23,40
Estonia (Corona) (Cambio di Clearing)	5,2274
Germania (Reichsmark) (Cambio di Clearing)	7,6336
Grecia (Dracma) (Cambio di Clearing)	16,92
Jugoslavia (Dinaro) (Cambio di Clearing)	43,70
Lettonia (Lat) (Cambio di Clearing)	3,7779
Romania (Leu) (Cambio di Clearing)	13,9431
Spagna (Peseta Burgos) (Cambio di Clearing)	222,20
Turchia (Lira turca) (Cambio di Clearing)	15,19
Ungheria (Pengo) (Cambio di Clearing)	3,8520
Rendita 3,50% (1906)	74,175
Id. 3,50% (1902)	71,25
Id. 3,00% Lordo	52,55
Prestito Redimibile 3,50% (1934)	69,95
Id. id. 5 % (1936)	93,525
Rendita 5% (1935)	93,60
Obbligazioni Venezie 3,50%	89,10
Buoni novennali 5 % - Scadenza 1940	102,65
Id. id. 5 % - Id. 1941	103,025
Id. id. 4 % - Id. 15 febbraio 1943	92,60
Id. id. 4 % - Id. 15 dicembre 1943	92,20
Id. id. 5 % - Id 1944	98,575

ISPETTORATO PER LA DIFESA DEL RISPARMIO E PER L'ESERCIZIO DEL CREDITO

Nomina del presidente del Comitato di sorveglianza della Cassa rurale di depositi e prestiti in Ventimiglia di Sicilia (Palermo), in liquidazione.

Nella seduta tenuta il 19 marzo 1938-XVI dal Comitato di sorveglianza della Cassa rurale di depositi e prestiti in Ventimiglia di Sicilia (Palermo), in liquidazione, il signor Antonino Barone fu Antonino è stato eletto presidente del Comitato stesso, ai sensi dell'art. 67 del R. decreto-legge 17 luglio 1937-XV, n. 1400.

(1227)

CONCORSI

MINISTERO DEI LAVORI PUBBLICI

Graduatoria del concorso a 9 posti di vice segretario amministrativo nel ruolo dell'Amministrazione centrale.

IL MINISTRO PER I LAVORI PUBBLICI

Visto il risultato degli esami scritti e orali per il concorso a 9 posti di vice segretario amministrativo in prova dell'Amministrazione centrale dei lavori pubblici, bandito con decreto Ministeriale 11 novembre 1936-XV (autorizzato dall'on. Presidenza del Consiglio dei Ministri con nota 7 settembre 1936, n. 7146-12-1-3-1;

Ritenuto regolare il procedimento degli esami;

Ritenuto peraltro che, ai sensi dell'art. 1 del R. decreto 5 luglio 1934, n. 1176, il candidato Guarino Edgardo ha diritto di precedere, nella graduatoria l'altro candidato Serio Francesco, essendo egli impiegato di ruolo nell'Amministrazione dello Stato;

Visti l'art. 44 del R. decreto 30 dicembre 1923, n. 2960, e il Regio decreto 2 giugno 1936, n. 1172;

Decreta:

Art. 1.

E' approvata la seguente graduatoria di merito del concorso suddetto:

1.	Scordamaglia Gregorio	con punti 17,20
2.	Roselli Oreste	» 17,10
3.	Porcelli Gino	» 16,70
4.	Giagu Giovanni	» 16,60
5.	Pastore Cesare	» 16,45
6.	Daniele Giangiorgio	» 16.30
7.	Guerriero Gennaro	» 16 —
8.	Di Lorenzo Italo	» 15,60
9.	Piloni Luigi	» 15,55
10.	Borghesi Piero	» 15,35
11.	Gallici Luigi (precedenza per età)	» 15,20
12.	Bagnulo Antonio	» 15,20
13.	Ferrantelli Vincenzo (precedenza per età)	» 15,15
14.	Masella Vincenzo	» 15,15
15.	Ghezzi Morgalanti Pietro	» 15 —
16.	Guarino Edgardo (precedenza per essere già impiegato di ruolo dello Stato)	» 14,80
17.	Serio Francesco	» 14,80
18.	Oliva Antonio (precedenza per età)	» 14,70
19.	Fontana Tommaso	» 14,70
20.	Muscari Vincenzo (precedenza per età)	» 14,05
21.	Cosimelli Mario	» 14,05
22.	Smedile Antonio	» 13,60
23.	Marsili Zoello	» 13,10

Art. 2.

I seguenti candidati sono dichiarati vincitori del concorso suddetto nell'ordine appresso indicato.

1. Scordamaglia Gregorio.
2. Roselli Oreste.
3. Porcelli Gino.
4. Giagu Giovanni.
5. Pastore Cesare.
6. Daniele Giangiorgio.
7. Guerriero Gennaro.
8. Di Lorenzo Italo.
9. Piloni Luigi.

Art. 3.

I seguenti candidati sono dichiarati idonei nell'ordine appresso indicato:

1. Borghesi Piero.
2. Gallici Luigi.
3. Bagnulo Antonio.
4. Ferrantelli Vincenzo.
5. Masella Vincenzo.
6. Ghezzi Morgalanti Pietro.
7. Guarino Edgardo.
8. Serio Francesco.
9. Oliva Antonio.
10. Fontana Tommaso.
11. Muscari Vincenzo.
12. Cosimelli Mario.
13. Smedile Antonio.
14. Marsili Zoello.

Roma, 7 marzo 1938 - Anno XVI

Il Ministro: COBOLLI-GIGLI.

(1156)

MINISTERO DELL'EDUCAZIONE NAZIONALE

Concorso a borse di perfezionamento in meteorologia, sismologia e vulcanologia presso un Istituto superiore del Regno, durante l'anno accademico 1938-39.

IL MINISTRO PER L'EDUCAZIONE NAZIONALE

Veduto l'art. 187 del testo unico delle leggi sull'istruzione superiore, approvato con R. decreto 31 agosto 1933-XI, n. 1592;

Veduto il capo VIII del regolamento generale universitario, approvato con R. decreto 6 aprile 1924-II, n. 674;

Decreta:

E' aperto il concorso a tre borse di perfezionamento negli studi presso un Istituto superiore del Regno, per l'anno accademico 1938-39, da conferirsi una per ciascuna delle seguenti discipline: meteorologia, sismologia e vulcanologia.

L'importo di ciascuna borsa è di L. 5000.

Sono ammessi a concorrere coloro che hanno conseguito la laurea in fisica, o in matematica e fisica, o in scienze naturali, o in scienze geologiche, o in ingegneria, o in geografia in uno degli anni accademici 1933-34, 1934-35, 1935-36 e 1936-37.

Le istanze di ammissione al concorso, redatte su carta legale da L. 6, dovranno pervenire a questo Ministero (Direzione generale dell'istruzione superiore, div. III) non più tardi del 5 agosto 1938-XVI.

La domanda deve contenere l'indicazione dell'esatto domicilio del concorrente e della disciplina nella quale egli desidera perfezionarsi

Nella domanda il candidato deve dichiarare se abbia oppur non goduto di altra borsa di perfezionamento all'interno per gli anni precedenti.

La borsa di studio non può essere cumulata con retribuzioni di qualsiasi natura per uffici alla dipendenza dello Stato, delle provincie, dei comuni e di altri enti pubblici. I candidati devono, pertanto, dichiarare nella domanda se prestino opera comunque retribuita presso alcuno dei detti uffici. In caso affermativo, ove fossero proclamati vincitori del concorso, potranno fruire della borsa di studio soltanto se, per il periodo di godimento della borsa stessa, sia loro sospesa la corresponsione degli emolumenti, mediante collocamento in aspettativa senza stipendio o altri simili provvedimenti.

La domanda deve essere corredata dei seguenti titoli e documenti:

1° certificato delle votazioni riportate nei singoli esami di profitto e in quello di laurea, da cui risulti anche la data di quest'ultimo esame;

2° curriculum degli studi compiuti;

3° certificato di cittadinanza italiana;

4° certificato di buona condotta morale, civile e politica;

5° certificato generale, rilasciato dall'ufficio del casellario giudiziale;

6° certificato comprovante l'iscrizione al Partito Nazionale Fascista o ai Gruppi universitari fascisti. Tale certificato deve essere rilasciato dal Segretario della Federazione dei Fasci di combattimento della provincia a cui il candidato appartiene e deve contenere la esatta indicazione della data d'iscrizione;

7° almeno una memoria a stampa o manoscritta, in cinque copie;

8° qualsiasi titolo o documento atto a meglio comprovare la preparazione agli studi di perfezionamento nella disciplina prescelta;

9° un elenco, in sei copie, di tutti i documenti, titoli e memorie presentati per il concorso.

I documenti di cui ai numeri 1°, 3°, 4°, 5° e 6° debbono essere redatti su carta legale, quelli indicati ai numeri 3°, 4° e 5° debbono essere debitamente legalizzati; quelli di cui ai numeri 3°, 4°, 5° e 6° di data non anteriore a tre mesi dalla data di presentazione della domanda.

L'ammissione al concorso potrà essere negata con provvedimento del Ministro, a suo giudizio insindacabile.

Le domande con i titoli accademici dovranno essere inviate al Ministero in piego separato; i pacchi contenenti le memorie dovranno portare (tanto sull'involucro esterno, quanto nell'interno) le indicazioni del nome, cognome e indirizzo del concorrente e del concorso al quale egli intende prendere parte.

Non sarà tenuto conto delle domande che perverranno dopo il giorno stabilito per la scadenza del concorso anche se presentate in tempo utile alle autorità locali o agli uffici postali o ferroviari, e non saranno accettate dopo il giorno stesso pubblicazioni o parte di esse o qualsiasi altro atto; e neppure sarà consentita, dopo il detto termine, la sostituzione di manoscritti o bozze di stampa con valori stampati.

La borsa è conferita dal Ministro al primo graduato ed eventualmente ai successivi, in caso di rinunzia di quelli che precedono.

Decadono dal godimento della borsa coloro che non forniscano al Ministero la prova di essersi recati nella sede prescelta entro un mese dalla notificazione del conferimento della borsa stessa.

Coloro che hanno ottenuto una borsa debbono, al compimento degli studi, trasmettere al Ministero una particolareggiata relazione intorno all'attività scientifica da essi svolta.

Il pagamento delle borse è effettuato in due rate; la prima all'atto del conferimento, la seconda dopo aver dimostrato la frequenza per sei mesi all'Istituto dove si compie il perfezionamento.

Roma, addì 18 marzo 1938 - Anno XVI.

Il Ministro: BOTTAI.

(1174)

MINISTERO DELLE CORPORAZIONI

Graduatoria del concorso a due posti di alunno d'ordine nel Corpo Reale delle miniere.

IL MINISTRO PER LE CORPORAZIONI

Visto il R. decreto 15 dicembre 1936, n. 2335, che reca varianti ai ruoli del personale del Corpo Reale delle miniere;

Visto il decreto Ministeriale 5 giugno 1937-XV, registrato alla Corte dei conti il giorno 21 dello stesso mese, registro n. 4, foglio 276, col quale è stato indetto un concorso per esami a due posti di alunno d'ordine (grado 13°, gruppo *C*) nel ruolo d'ordine del Corpo Reale delle miniere;

Vista la relazione presentata dalla Commissione esaminatrice del concorso medesimo;

Visto l'art. 44 del R. decreto 30 dicembre 1923, n. 2960;

Decreta:

La signorina Zolia Maria è dichiarata vincitrice del concorso a due posti di alunno d'ordine (grado 13°, gruppo *C*) del Corpo Reale delle miniere, con la votazione di punti 14 su 20.

Il presente decreto sarà inviato alla Corte dei conti per la registrazione.

Roma, addì 26 febbraio 1938 - Anno XVI

Il Ministro: LANTINI.

(1155)

MUGNOZZA GIUSEPPE, *direttore* SANTI RAFFAELE, *gerente*

Roma — Istituto Poligrafico dello Stato — G. C.